



**PROCÈS-VERBAL  
de l'assemblée générale  
du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)  
tenue le 4 février 2009, à 19 h  
au 1601, avenue De Lorimier, Montréal**

Responsables et solidaires  
Pour une nouvelle démocratie

---

## PRÉSENCES

### Comité exécutif

Manon Perron, trésorière  
Véronique De Sève, 1<sup>re</sup> vice-présidente  
Dominique Daigneault, 2<sup>e</sup> vice-présidente

### Conseil syndical

Flavie Achard, éducation  
Pierre Bibeau, solidarité internationale  
Louis-Carlo Cantave, Immigration et rel. ethnoculturelles  
Jean-Marie Dion, droit au travail  
Alain Ouimet, santé-sécurité

Véronique De Sève et Dominique Daigneault agissent respectivement comme présidente et secrétaire d'assemblée.

## 1. OUVERTURE À 19 H 05

La 1<sup>re</sup> vice-présidente et présidente de l'assemblée, Véronique De Sève, débute par une minute de silence observée à la mémoire de toutes celles et tous ceux qui sont morts en luttant pour la classe ouvrière.

### Mois de l'histoire des Noirs

À la suite d'une loi adoptée à l'Assemblée nationale du Québec, le mois de février est le Mois de l'histoire des Noirs, et ce, depuis 2006. Il a pour but de souligner la contribution des communautés noires au développement de la société québécoise. De grands leaders ont contribué à faire tomber les barrières de la discrimination : Dr Carter G. Woodson, historien américain et grand défenseur des droits civiques, Martin Luther King, Nelson Mandela, ou encore plus près de nous, le nouveau président américain, Barack Obama. Comme le soulignait le 44<sup>e</sup> président américain, il y a moins de 60 ans, son père n'aurait peut-être pas pu être servi dans un restaurant de quartier.

Le comité immigration et relations ethnoculturelles du conseil central veut souligner ce mois à sa façon. Vous êtes invités à remplir le petit questionnaire à cet effet. Le tirage d'un certificat de 100 \$ au restaurant antillais KALALU sera fait un peu plus tard dans l'assemblée et les réponses vous seront communiquées. Vous n'avez qu'à remettre vos coupons à Caroline Joly, salariée au dossier.

### **Semaine de la prévention du suicide**

Nous sommes présentement dans la semaine de prévention du suicide. Cette année, le thème est : *Y avez-vous déjà pensé ?* C'est toujours un moment assez troublant lorsqu'on apprend le décès par suicide d'une personne que l'on connaît. Petite note positive, on note une baisse des suicides tant chez les femmes que chez les hommes depuis 10 ans. Plusieurs causes expliquent ce recul. Mais malgré tout, un suicide, c'est un décès de trop et il faut être capable de mettre à l'ordre du jour ce sujet encore tabou.

### **Budget fédéral**

Il s'en passe des choses à Ottawa!!!

La semaine dernière, le gouvernement de Stephen Harper a déposé son budget. Après avoir déclenché des élections à l'automne et avoir obtenu la prorogation de la session parlementaire peu de temps après, voilà qu'on se retrouve à la case départ ! Est-ce que tout le brouhaha de l'automne valait le coup ?

Ce budget est qualifié d'inacceptable et d'inéquitable pour les chômeurs, les travailleurs âgés, les femmes et même pour le Québec. Pour paraphraser la Fédération des femmes du Québec : *Harper a prévu des milliards pour les infrastructures « de béton », mais rien pour les infrastructures sociales.* Aucun changement de cap sur des sujets aussi importants que la péréquation, la réforme de l'assurance emploi, le droit à l'équité salariale, les changements climatiques.

Avec ce budget où il n'y a rien pour les plus pauvres, le gouvernement Harper a assuré sa survie ! En effet, le nouveau chef libéral, Michael Ignatieff, a appuyé ce budget et fait voler en éclat le gouvernement de coalition qui avait été mis en place à la fin de l'année dernière. M. Ignatieff se contente d'un parlement de surveillance et abandonne la plate-forme de la coalition.

Or, la coalition s'est entendue sur un plan de relance comprenant, entre autres, une amélioration du régime d'assurance emploi et de l'aide pour les travailleurs âgés ; l'intensification des programmes d'infrastructure, de construction et de rénovation de logements ; des investissements pour soutenir les industries manufacturières et forestières; des mesures pour mieux protéger les rentes de retraite ; le rétablissement des montants alloués à la culture et aux organismes à but non lucratif voués au développement économique.

### **Crise financière**

Le gouvernement Harper profite de la conjoncture économique difficile pour procéder à des baisses d'impôt. En ces temps de récession et même de déflation, il est plutôt étonnant que le gouvernement se prive de revenus pour faire face à la crise financière actuelle.

Ce soir, nous avons cru bon d'inviter des personnes qui pourront nous aider à comprendre cette crise financière dans laquelle le monde est plongé. Y a-t-il des solutions syndicales à mettre de l'avant ?

### **Gouvernement de Jean Charest**

À la mi-janvier, le gouvernement Charest a convoqué tous les députés à une session parlementaire extraordinaire pour trouver des solutions pour faire face à la crise financière actuelle. On peut convenir que son « énoncé économique » ne nécessitait pas réellement le retour en chambre des députés. De plus, nous avons appris par la ministre des Finances, M<sup>me</sup> Monique

Jérôme Forget, qu'elle investirait massivement dans les infrastructures pour stimuler notre économie, mais qu'elle envisageait un déficit.

Présentement, le premier ministre se balade en France pour recevoir la légion d'honneur et se faire dire comment agir envers le gouvernement canadien par le président Sarkozy. Avant de donner des leçons aux Québécois, je pense que Nicolas Sarkozy devrait s'occuper de son pays !

### **Palestine**

Lors de la dernière assemblée générale, nous avons reçu deux intervenants qui nous ont entretenus sur la situation en Palestine. Un appel à une marche de solidarité avec le peuple palestinien vous avait été communiqué pour le samedi 10 janvier. Merci ! Vous avez été nombreuses et nombreux à répondre à cet appel. Nous avons invité la population québécoise à venir marcher pour exiger du gouvernement et de tous les élu-es du Parlement canadien qu'ils travaillent sans relâche avec la communauté internationale à la recherche d'une solution politique négociée incluant tous les acteurs en présence, et ce, dans le respect du droit international.

### **Conflits**

Autant nous avons de surprises à tous les jours dans le fabuleux monde de la politique autant il y a peu de changements dans nos conflits. Les membres du STT Four Points Sheraton et du SEE de la Société des casinos du Québec, unité agents de sécurité, sont toujours en grève ou lock-out. Les employeurs, par toutes sortes de tactiques, essaient de casser les syndicats, de les isoler, d'intimider les travailleuses et les travailleurs. Les patrons semblent oublier que sans la présence de ceux-ci, ils n'auraient pas d'entreprise.

Un petit dernier vient de se joindre à ce groupe, le STT de l'information du Journal de Montréal qui fait face à un « petit employeur sans influence au Québec », soit Quebecor Média et Pierre K. Péladeau ! Ce sont 253 travailleuses et travailleurs qui ont appris cavalièrement le lock-out décrété par ce monsieur. Plusieurs gestes de solidarité peuvent être posés, dont ceux de ne plus acheter le Journal de Montréal, de résilier votre abonnement au journal, de ne plus vous procurer le 24 h, et surtout de visiter le nouveau site Internet du syndicat : [www.ruefrontenac.com](http://www.ruefrontenac.com). Nous les recevrons ce soir pour qu'ils nous expliquent davantage les tenants et aboutissants de ce conflit qui risque de durer un bon bout de temps.

Concernant le STT des centres d'hébergement du grand Montréal, section Résidence Navarro, on peut dire que ça brasse. L'employeur fait tout en son pouvoir pour retirer le droit de grève aux 155 travailleuses. Après des audiences à la Commission des services essentiels, où l'employeur a déposé des preuves d'accrocs aux services essentiels et où le syndicat n'a pu déposer de contre-preuves, ce dernier a dû mettre fin à sa grève. Il n'a pas vraiment le choix puisqu'on sous-entendait que s'ils ne mettaient pas fin à cette grève, un décret ministériel tomberait pour retirer le droit de grève au syndicat régional, soit à l'ensemble des centres d'hébergement du grand Montréal. La commission a nommé une personne pour assurer le respect des services essentiels. C'est donc un dossier à suivre.

On ne chôme pas dans les nouvelles !

Sur ce, je vous souhaite donc une bonne assemblée !

## 2. APPEL DES DIRIGEANTES ET DIRIGEANTS

Dominique Daigneault fait l'appel des membres de l'exécutif et du conseil syndical.

## 3. PRÉSENCES DES DÉLÉGUÉ-ES DU GRAND NORD

Véronique De Sève salue la présence de membres du Grand Nord qui assistent à la présente assemblée par voie téléphonique.

## 4. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Dominique Daigneault fait la présentation de l'ordre du jour :

1. Ouverture
2. Appel des dirigeantes et des dirigeants
3. Présence des délégué-es du Grand Nord
4. Lecture et adoption de l'ordre du jour
5. Adoption du procès-verbal de l'assemblée générale du 7 janvier 2009
6. Admission des visiteuses et visiteurs
7. Affiliation des nouveaux syndicats
8. Accréditation des nouvelles et nouveaux délégué-es
9. Conflits :
  - ♦ ST de l'information du Journal de Montréal
10. Crise économique  
Présentations – invité-es :
  - ♦ *Josée Lamoureux*, conseillère syndicale au Service des relations du travail
  - ♦ *Marcel-G. Pepin*, adjoint au comité exécutif de la CSN
11. Placements responsables  
Présentations – invité-es de Fondation
  - ♦ Monsieur *Léopold Beaulieu*, ex-trésorier de la CSN et président-directeur général
  - ♦ Madame *Claude Normandin*, responsable au développement stratégique et à la commercialisation
12. Comité environnement et développement durable : présentation du logo
13. Mois des Noirs – quizz et tirage
14. Points d'information
  - ♦ 8 mars : Journée internationale des femmes
  - ♦ Semaine de prévention du suicide
  - ♦ Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine.
15. Divers

Levée de l'assemblée

**Il est proposé par Louis-Carlo Cantave  
Appuyé par Bernard Vinet**

Que l'on adopte l'ordre du jour tel que présenté.

**ADOPTÉ**

**5. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 7 JANVIER 2009**

Véronique De Sève indique qu'il y a une correction au procès-verbal qui a été envoyé : au point 8, accréditation des délégué-es, à la page 4 : il s'agit de :

- ♦ Dany Daigle, (un homme au lieu d'une femme) du STTLHL délégué officiel – Gouin Rosemont, trésorier.

**Il est proposé par Richard Gagnon  
Appuyé par Roger Davidson**

Que l'on adopte le procès-verbal de l'assemblée générale du 7 janvier 2009 tel que corrigé.

**ADOPTÉ**

**6. ADMISSION DES VISITEUSES ET VISITEURS**

**Il est proposé par Mona Edma  
Appuyé par Pierre St-Georges**

Que l'on admette les visiteuses et les visiteurs.

**ADOPTÉ**

**7. AFFILIATION DES NOUVEAUX SYNDICATS**

Dominique Daigneault présente le point et souhaite la bienvenue aux nouveaux membres.

- ♦ Les 4 techniciennes et techniciens en travaux pratiques qui ont joint les rangs du Syndicat des enseignantes et enseignants du collège Regina Assumpta – CSN.
- ♦ Les 113 travailleuses et travailleurs du Syndicat des responsables en services de garde en milieu familial de Montréal-Laval – CSN. Il s'agit d'un nouveau syndicat arrivé dans la foulée de la victoire portant sur les lois 7 et 8.

**Il est proposé par Francis Lagacé  
Appuyé par Lisa Courtemanche**

Que l'on affilie le Syndicat des responsables en services de garde en milieu familial de Montréal et Laval (CSN).

**ADOPTÉ**

**8. ACCRÉDITATION DES NOUVELLES ET NOUVEAUX DÉLÉGUÉ-ES**

Myriam Michaud, du comité des lettres de créance, présente la liste des nouvelles et nouveaux délégués.

**Il est proposé par Myriam Michaud  
Appuyé par Daniel Dubé**

Que l'on accrédite les délégué-es suivants :

S professeurs cégep du Vieux Montréal (CSN)	Lilia Selhi	Officielle
STT Enseignes Trans-Canada (CSN)	Marcel Cyr Benoit Bastien	Officiel Substitut
STT Louis H. Lafontaine et Gouin-Rosemont FSSS-CSN	Geneviève Dubé	Substitut
STT du CRDI Gabrielle Major - CSN	Reine Desmarais Stéphane Cayer France Perreault	Officielle Officiel Substitut
SNEE de la Commission scolaire de Montréal (CSN)	Normand Viau	Officiel

**ADOPTÉ**

**9. CONFLITS**

**ST information Journal de Montréal**

Véronique De Sève invite Monsieur Raynald Leblanc, président du syndicat, à venir présenter le conflit.

Monsieur Raynald Leblanc s'adresse à l'assemblée.

Le 22 octobre dernier, la direction du Journal de Montréal a déposé à la table de négociation, 233 modifications à la convention collective. Ce sont d'importantes concessions demandées au syndicat et qui vont au-delà de celles demandées au Journal de Québec qui a connu 16 mois de lock-out. Mais le syndicat a accepté de négocier.

Lors de la négociation, le syndicat a ainsi répondu à des préoccupations patronales. L'une d'elle, soit celle de passer sur le WEB, ça fait 8 ans que le syndicat se dit d'accord. Le problème se situe plutôt au niveau de la « convergence », soit l'uniformisation des contenus d'information, où la qualité de l'information est en jeu. Cela signifierait un suicide journalistique. De plus, le tout est accompagné d'une série de mesures inacceptables, dont une suppression de postes principalement dans les bureaux où l'on retrouve une majorité de femmes. Plusieurs d'entre elles ont plus de 30 ans de services et n'ont pas encore bénéficié de l'équité salariale, puisque cette question

n'est pas réglée. Quebecor veut aussi rapatrier des droits de gérance, entre autres, sur l'affichage des postes, le statu quo ante. Il ne veut plus rencontrer le monde à l'embauche et veut engager qui il veut. Il gruge également sur les salaires, le pécule, les assurances, les congés, le régime de retraite. Au cours des fêtes, toutes les avancées faites à la table de négociation l'étaient de la part du syndicat. L'employeur n'a pas bougé d'un poil.

Pourtant, l'entreprise fonctionne bien, elle a des revenus nets de 50 millions de dollars par année.

Le lock-out décrété par Quebecor touche 253 travailleuses et travailleurs et est le premier conflit en 38 ans d'existence du syndicat.

Des membres de l'assemblée font part de leur solidarité et dénoncent le terrorisme de PK Péladeau, lequel s'est concrétisé par 13 syndicats mis en lock-out. Avec ce conflit, le syndicalisme est sur la place publique. Il s'agit d'une lutte déterminante pour l'ensemble des syndicats.

**Il est proposé par Lisa Courtemanche**

**Appuyé par André Vincent**

Que l'assemblée générale du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) appuie les camarades du ST de l'information du Journal de Montréal (CSN) dans leur lutte actuelle pour l'obtention d'une convention collective.

### **ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

La présidente de l'assemblée, Véronique De Sève, remercie le président du syndicat.

### **STT du Four Points**

Marlyne Harpin, conseillère syndicale du STT du Four Points Sheraton, explique les derniers développements dans ce conflit.

## **10. CRISE ÉCONOMIQUE**

Véronique De Sève invite Josée Lamoureux, conseillère syndicale au Service des relations du travail de la CSN et Marcel G. Pepin, adjoint au comité exécutif à venir à l'avant.

Dominique Daigneault introduit le point : *On entend parler beaucoup de crises; il y a plusieurs crises : crise alimentaire, crise écologique, énergétique, etc. Il se dit beaucoup de choses mais la conjoncture nous amène à nous poser la question : serait-ce une seule crise, soit celle du capitalisme ?*

Josée Lamoureux dresse un portrait de la situation actuelle quant aux origines de la crise économique, de ses conséquences, tant au Québec et au Canada qu'aux États-Unis et dans le monde et enfin, des enjeux syndicaux qui en découlent. Elle en décrit les principaux signes : la financiarisation de l'économie; un modèle basé sur l'endettement et le crédit; un modèle axé sur les exportations avec, pour principal débouché, le marché américain. Elle conclut ainsi : *Quelles qu'en soient les causes et la profondeur, la présente crise demeure une occasion unique de remettre en*

*cause la légitimité et l'efficacité du modèle néolibéral tant dans le domaine de la finance et des politiques monétaires que dans ses incidences sur l'économie réelle.*

Marcel G. Pépin, pour sa part, présente les dossiers sur lesquels la CSN a travaillé pour contrer les effets de la crise, qui semblent moins dures pour le moment au Canada même si les prévisions sont sombres pour 2009. Ces dossiers sont l'entente avec la Commission des partenaires du marché du travail pour développer des programmes spéciaux et des mesures concrètes ; une proposition sur les régimes de retraite, traduite en projet de loi en janvier et comprenant des mesures pour protéger les retraité-es.

Concernant le régime d'assurance emploi, même si c'est insuffisant, il y a eu l'ajout de cinq semaines de prestations. Il faut continuer le travail de coalition avec les autres syndicats. La CSN est également intervenue pour protéger le pouvoir d'achat et appuyer le secteur manufacturier. Il y a eu également des améliorations au programme PATA, pour les travailleurs âgés qui perdent leur emploi. Une réflexion a débuté au conseil confédéral de décembre dernier sur la nature de la crise et un retour sera fait au conseil de mars.

Une série de mesures<sup>1</sup> a également été développée par la CSI, la Confédération syndicale internationale à laquelle est affiliée la CSN, conjointement avec la Commission consultative des syndicats auprès de l'OCDE, et les fédérations syndicales internationales.

Ces mesures ont été défendues lors d'une rencontre en janvier avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, deux institutions fort critiquées. Le FMI et la BM ont insisté sur la mise en place de mesures coordonnées de relance pour tous les pays. Les deux institutions ont également insisté sur l'importance d'investir dans le filet de sécurité sociale. Pour nous, il s'agit de profiter de ce dernier argument.

Il y a interventions des délégué-es de l'assemblée générale. Plusieurs réflexions ont été faites. En voici quelques-unes :

- ◆ On oppose souvent la croissance et le développement. On vise souvent la croissance, mais la croissance raisonnable dans un développement durable, jamais, on n'en parle.
- ◆ Les effets de la crise détruisent le monde, ça détruit les forces productives. Il est souhaité de regarder cette question.
- ◆ Quel est notre plan de sortie de crise ?
- ◆ Il est important de poursuivre ce débat.
- ◆ On n'est pas les seuls à s'interroger, les mouvements sociaux aussi.
- ◆ Aujourd'hui, il s'agissait de bien saisir les enjeux. On doit maintenant se retrousser les manches et se mettre en marche.
- ◆ Profitons de cette crise pour débusquer et dénoncer les mensonges du capitalisme.
- ◆ Quand on crée de la richesse, il faut la répartir.
- ◆ Il s'agit d'un moment charnière pour réfléchir et faire valoir qu'un autre monde est possible.

La présidente de l'assemblée, Véronique De Sève, remercie les invité-es.

---

<sup>1</sup> Voir la note 20 du document déposé à l'assemblée générale et intitulé *Rapport des rencontres de la Confédération syndicale internationale, des fédérations syndicales internationales avec les institutions financières internationales* tenues du 12 au 16 janvier 2009 à Washington, présenté par Marcel Pépin le 21 janvier 2009.



## 11. PLACEMENTS RESPONSABLES

Véronique De Sève invite à venir à l'avant, Monsieur Léopold Beaulieu, ancien trésorier de la CSN et président directeur général de Fondation, de même que Madame Claude Normandin, responsable au développement stratégique et à la commercialisation de Fondation.

Dominique introduit le point, en posant une question : *Après les fondements de la crise, est-ce possible des placements responsables ?*

Madame Claude Normandin explique comment on peut faire du développement économique de façon plus responsable, ce que doit être la responsabilité des entreprises, c'est-à-dire axée plus sur le social que sur les « actions ». Les finances doivent être socialement responsables et agir sur le moyen et le long terme. Plusieurs gestes peuvent être posés pour le développement durable et la consommation responsable. *À ce titre, Fondation est le précurseur au Québec, indépendant des secteurs d'activités. Fondation veut faire du développement économique, un développement indissociable du développement environnemental.*

De plus, elle explique en quoi la structure de fonctionnement en est une de gestion participative. Au sein même de l'institution, un comité 3RV a été mis sur pied, pour la gestion des matières résiduelles, le café équitable, le covoiturage, etc. Elle invite à consulter le rapport sur le développement durable.

Léopold Beaulieu, débute en saluant le comité exécutif, les délégué-es, les gens connus dans la salle, les militantes et militants en conflit. Il informe que Fondation a cessé l'abonnement au Journal de Montréal, annulé la pub en pleine période des REER et refusé de faire des entrevues. Il a pris de la pub dans [ruefrontenac.com](http://ruefrontenac.com). Il souligne au passage que le syndicat a mis sur pied le plus bel exemple d'un site Internet d'information.

Il enchaîne avec le fait que Fondation n'est pas parfait, mais qu'il fait quelque chose et essaie de le faire avec le monde. Il se dit fier de toute cette création des outils collectifs que s'est donnée la CSN : Fondation, Caisse d'économie Le Chaînon, Bâtirente, MCE Conseils, Filaction, Neuvaction, Caisse d'économie solidaire, Développement solidaire international, etc. Il y a de quoi se réjouir de ces initiatives qui exercent une présence sur tous les aspects des finances responsables et des entreprises.

Il explique comment les fonds d'investissement au Québec ont chuté, comment les entreprises resserrent l'aide aux investissements et aux crédits, et comment Fondation investit dans des entreprises prometteuses et travaille pour l'avenir. Il ajoute : *Le capitalisme financier doit être redéfini et créer des emplois. De nouvelles normes internationales s'imposent.*

Il termine en donnant quelques chiffres, dont 1200 emplois créés et protégés. Et se dit fier que notre action syndicale ait permis de créer toutes ces initiatives.

## 12. Comité environnement et développement durable

Dominique Daigneault, responsable politique du dossier, présente le nouveau logo du comité, et explique toute sa symbolique : les trois feuilles représentent les trois maillons de la CSN, elles illustrent l'équilibre à maintenir entre les trois volets du développement durable (économique, social

et environnemental) de même que l'idée d'un mouvement. Elles rappellent aussi les sceaux de certification et le ruban de Möbius, logo des matières recyclables.

**13. MOIS DES NOIRS – QUIZZ ET TIRAGE**

Manon Perron souligne la contribution de la communauté noire au Québec. Elle présente les solutions au quizz et procède au tirage. C'est Manon Melançon, du SE de l'hôpital Ste-Justine qui se mérite le certificat cadeau.

**14. DIVERS**

Dominique Daigneault présente les différents points.

**a) 8 mars – Journée internationale des femmes**

Elle rappelle les activités organisées dans le cadre de cette journée, entre autres, celle organisée dans le cadre de la prochaine assemblée générale du conseil central, le 4 mars prochain ; l'activité de l'intersyndicale des femmes du Montréal métropolitain, le 5 mars ; celle de la Table de concertation de Laval en condition féminine, le 12 mars ; le dîner conférence, le 9 mars ; et la session de formation des 23 et 24 février. Toutes ces activités se retrouvent dans les tracts distribués à la présente assemblée. On retrouve également le bon de commande pour les épinglettes.

**b) Semaine de prévention du suicide**

Elle rappelle que la Semaine de prévention du suicide a débuté le 1<sup>er</sup> février et se termine le 7 février prochain. Elle indique qu'au Québec le nombre de suicides a diminué, qu'il ne faut pas lâcher, et que nous sommes bien placés dans nos milieux de travail pour travailler à la prévention.

**c) Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine.**

Elle indique qu'un bon de commande pour le calendrier 2009 du Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine est également disponible.

**d) La crise financière : quelles revendications pour le mouvement ouvrier et la Gauche.**

Elle termine par l'annonce d'une conférence à l'UQAM, le 21 février prochain, avec Monsieur Sam Gindin, ancien conseiller au président des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) et professeur d'économie politique à l'Université York de Toronto, portant sur la crise financière.

## LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

**Il est proposé par Martin Renaud  
Appuyé par Patrice Lorrain-Chenu**

Que l'on ajourne immédiatement.

**ADOPTÉ**

La réunion est levée à 22 h 05.

Véronique De Sève  
1<sup>re</sup> vice-présidente  
Présidente de l'assemblée

Dominique Daigneault  
2<sup>e</sup> vice-présidente  
Secrétaire de l'assemblée

---

*Nombre de délégué-es à l'assemblée : 72*

*Femmes : 27*

*Hommes : 45*

*Officiel-les : 69*

*Substituts : 3*